

RAPPORT N° 2022/6-10
au Bureau de la Communauté
en séance du vendredi 09 décembre 2022

OBJET

AUTORISATION DE SIGNER LES CONVENTIONS D'OBJECTIFS CINOR/COMMUNES MEMBRES, POUR LES PRESTATIONS DE LA POLICE MUNICIPALE EN 2023.

-Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 26 « Lutter plus fortement contre toutes les nuisances pour préserver le cadre de vie » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR-

Le Conseil Communautaire du 20 février 2007 a autorisé la passation de conventions d'objectifs entre la CINOR et les Polices Municipales de Saint-Denis, Sainte-Marie et Sainte-Suzanne afin d'améliorer durablement la propreté, la salubrité et l'hygiène du territoire en assurant le respect des lois et des règlements ainsi que les consignes édictées par la CINOR en matière de :

- **Police de l'environnement et lutte contre l'insalubrité publique**
- **Lutte contre le bruit**
- **Lutte contre l'errance animalière**
- **Police de l'assainissement**

Pour cela il a été convenu de renforcer les brigades des polices municipales des communes de Saint-Denis, Sainte-Marie et Sainte-Suzanne par des policiers affectés au domaine de l'environnement sur les thèmes ci-dessus indiqué, avec le soutien financier de la CINOR. Les montants des remboursements par la CINOR convenus dans les conventions, passées pour l'année 2023, correspondent au coût forfaitaire annuel du personnel, aux moyens matériels liés à l'exercice des missions dont les frais d'acquisition de véhicule (non reconductibles).

Compte tenu de l'article 63 la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités territoriales puis de l'article 77 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, prévoyant le transfert automatique du pouvoir de réglementer les activités du Maire au Président de l'EPCI pour les domaines des déchets et de l'assainissement des eaux usées, transférées à la CINOR, le champ d'application de la convention a donc été élargi en 2012 à l'assainissement des eaux usées.

Afin de pouvoir continuer à faire exécuter nos décisions dans ces domaines, la CINOR au lieu de recruter des agents dans son effectif souhaite continuer à s'appuyer sur les agents de police municipale de la commune concernée via le renforcement des équipes dont disposent les communes-membres.

A ce titre pour le 1^{er} semestre 2023, cette convention avec chacune des polices municipales est reconduite comme suit :

VILLE	NOMBRE DE POLICIERS POUR 2022	BUDGET1er SEMESTRE 2022 (18K€/AGENT)
SAINT DENIS	16	296 000,00 €
SAINTE MARIE	8	148 000,00 €
SAINTE SUZANNE	6	111 000,00 €
TOTAL :	30	555 000,00 €

- Le montant forfaitaire maximal actualisé sur la base de l'indice 2011 correspondant à un forfait semestriel par agent de 18 500 € multiplié par le nombre agents (versé en fonction du nombre d'agents réellement affectés à cette mission et au prorata temporis)

- 1^{ère} Dotation de moyens matériels par agent : 4 000 € dont frais d'acquisition de véhicule non reconductible (si ces frais avaient déjà été versés antérieurement dans une précédente convention pour un agent donné, cette dotation ne sera pas versée et a contrario si cette dotation n'avait pas été versée, elle le sera dans le cadre de la présente convention)

Par conséquent je vous prie de bien vouloir :

- Approuver les termes des conventions d'objectifs 2023, passées entre la CINOR et les communes de Saint-Denis, Sainte-Marie et Sainte-Suzanne.
- M'autoriser à signer les conventions correspondantes.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.


Le Président,
Maurice GIRONCEL



**DECISION N°2022/6-10
du Bureau de la Communauté
en séance du 09 décembre 2022**

**OBJET : AUTORISATION DE SIGNER LES CONVENTIONS D'OBJECTIFS CINOR/ COMMUNES MEMBRES, POUR
LES PRESTATIONS DE LA POLICE MUNICIPALE EN 2023.**

**-Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 26 « Lutter plus fortement contre toutes les nuisances pour
préserver le cadre de vie » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition
Ecologique » du projet politique de la CINOR-**

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions ;

Sur le RAPPORT n° 2022/6-10 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver les termes des conventions d'objectifs 2023, passées entre la CINOR et les communes de Saint-Denis, Sainte-Marie et Sainte-Suzanne.

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à signer les conventions correspondantes.

Nombre de votants : 14 (dont 1 procuration)
Suffrages exprimés : 14
Vote pour : 14
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

9 DEC 2022

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20221209-BC2022-6-10-DE
Date de télétransmission : 21/12/2022
Date de réception préfecture : 21/12/2022